

La Chine à la conquête du continent noir

Par Lotte ten Hoove
Chercheur associé au CEREMS

Janvier 2006

Au mois de janvier 2006, à l'occasion du 50ème anniversaire de l'établissement de relations diplomatiques entre la Chine et les pays africains, le ministre chinois des Affaires étrangères Li Zhaoxing s'est rendu en Afrique. Sa tournée africaine le mène dans six pays (le Cap Vert, le Sénégal, le Mali, le Liberia, le Nigeria et la Libye) afin de renforcer les liens diplomatiques et de signer des accords de coopération économique et technologique. Au début de cette année le gouvernement chinois a également publié son « Document sur la politique chinoise à l'égard de l'Afrique » qui programme la coopération sino-africaines dans les domaines politique, économique, militaire et culturel pour les années à venir et en explique les objectifs. L'activisme chinois en Afrique occupe les esprits en Europe et aux Etats-Unis. Que cherche l'empire du Milieu sur le continent noir? Comment interpréter le rapprochement sino-africain actuel ?

Un intérêt chinois pour l'Afrique dès la conférence de Bandung

Si l'expansion économique chinoise actuelle apporte de nouvelles dimensions aux relations sino-africaines, la Chine a manifesté son intérêt pour le continent africain dès les années 50. Après la conférence de Bandung en 1955, les relations étroites de la Chine avec l'Egypte et l'Algérie s'inscrivirent dans une logique idéologique et anti-impérialiste. Plus tard, dans le cadre de la rivalité sino-soviétique croissante, la Chine soutint des mouvements indépendantistes en Angola et au Mozambique. Malgré son isolement sur la scène internationale dans les années 60 et 70, la Chine continua à entretenir de bonnes relations avec des pays comme le Congo Brazzaville, la Guinée, Maurice, le Mali, la Somalie, la Tanzanie et la Zambie (la Chine réalisa le projet ambitieux de la construction du chemin de fer reliant ces deux derniers pays). Dans les années 80 la Chine se rapprocha de pays comme l'Ethiopie, le Lesotho et la Libye. La Chine est donc présente sur le continent africain depuis longtemps, mais ces dernières années la mutation économique chinoise, sa soif pétrolière, ainsi que la rivalité entre Pékin et Taïpeh ont donné un nouvel essor aux relations sino-africaines. Le nouvel intérêt de ces relations a été souligné par les conférences du Forum sur la Coopération sino-africaines en 2000 et 2003 ; la prochaine étant prévue pour l'année 2006. Le Forum Chine-Afrique rassemble chefs d'Etat, représentants d'organisations internationales et régionales et entrepreneurs et sert comme plate-forme multilatérale pour négocier des accords commerciaux, militaire et de développement.

L'enjeu pétrolier : le souci chinois de sécuriser ses approvisionnements

La présence chinoise actuelle en Afrique est d'abord une affaire de pétrole. La Chine, deuxième pays consommateur de pétrole du monde (après les Etats-Unis), doit impérativement trouver de nouvelles zones productrices pour sécuriser ses approvisionnements. La dépendance pétrolière de la Chine s'accroît rapidement ; redevenue pays importateur net en 1993, selon certaines estimations la Chine pourrait

être contrainte d'importer 45 % de sa demande du pétrole d'ici 2010 et 60 % en 2020. Tenant compte de l'instabilité au Moyen-Orient, c'est le continent africain – dont la production du pétrole africain a atteint 9,26 millions de barils par jour (Mb/j) en 2004, soit 11,4 % du total mondial - qui profite largement de la soif chinoise. Plus de 25 % des importations chinoises de pétrole proviennent actuellement de l'Afrique, dont la majorité du Golfe de Guinée (l'Angola, le Nigeria, le Congo Brazzaville, le Gabon) et du Soudan. L'autre source d'approvisionnement africain de la Chine est l'Egypte.

L'Angola est redevenu un partenaire important de la Chine, trente ans après la rupture entre les deux pays. Actuellement ce pays se trouve au 4^e rang des pays fournisseurs de la Chine. L'Empire du Milieu occupe la deuxième place des importateurs de pétrole angolais, derrière les Etats-Unis et devant la France. En 2004, l'allocation d'un crédit chinois de 2 milliards de dollars à Luanda en échange de 10.000 de barils de pétrole par jour pour la Chine, a occupé les esprits. Selon les critiques, ce crédit, destiné à la reconstruction des infrastructures angolaises, serait en partie détourné par le gouvernement. L'accord sino-angolais fait preuve de la stratégie d'alliances tous azimuts de la Chine.

Le pragmatisme et la non-ingérence constituent les fils conducteurs de la politique chinoise. La Chine ne souhaite pas se mêler dans les affaires intérieures des pays africains. Contrairement à la politique de conditionnalité des grands bailleurs de fonds comme le FMI et la Banque mondiale, la Chine ne lie pas ses aides et ses investissements à des conditions politiques. La Chine propose des dons et se montre prête à annuler des dettes. Les relations avec le Soudan sont exemplaires du désintérêt total de la part de la Chine pour les affaires intérieures des pays partenaires. Tandis que les compagnies pétrolières occidentales sont absentes du Soudan - pays mis au ban des Nations Unies en raison des violations graves des droits fondamentaux, notamment au Darfour - les Chinois y exploitent des gisements pétroliers depuis 1997. En cette année le consortium international *Greater Nile Petroleum Corporation* (GNPC) a vu le jour, avec à son origine la compagnie chinoise *China National Petroleum Corporation* (CNPC, 40% des parts), malaisienne *Petronas* (30%), canadienne *Talisman* (25%), et l'entreprise d'Etat soudanaise *Sudapet* (5%). Le GNPC a construit des oléoducs et exploite les champs pétroliers de Muglad au sud du Soudan. Aujourd'hui la Chine importerait 50% du pétrole de cette région, représentant 7,7 % de ses importations pétrolières.

La Chine commence également à prendre pied au Nigeria, de loin le producteur le plus important de l'Afrique subsaharienne, où les compagnies anglo-saxonnes ont longtemps conservé leur monopole. Le 9 janvier 2006, la compagnie pétrolière chinoise CNOOC, a signé un accord d'investissement avec Abuja pour une prise de participation de 45% dans un gisement de pétrole *off shore* nigérian. Pendant sa tournée africaine, Li Zhaoxing se rendra également en Libye, pays qui entretient historiquement des liens forts avec l'Europe, pour parler des questions énergétiques. Quant au Gabon, ce pays n'est devenu fournisseur du pétrole de la Chine que tout récemment, après la visite du président chinois à Libreville en 2004.

L'enjeu commercial : les investissements directs et la recherche des débouchés

L'accroissement des relations économiques entre la Chine et le continent africain ne se limite pas au domaine des hydrocarbures. Ces dernières années le commerce sino-africain a connu un progrès spectaculaire, passant de 10 milliards de dollars en 2000 à plus de 20 milliards de dollars fin 2004, et atteignant un niveau record de 37 milliards de dollars en 2005. Une croissance chinoise tellement forte est sans pareille comparée aux autres régions du monde. Aujourd'hui la Chine serait devenu le deuxième partenaire commercial de l'Afrique, avant la Grande Bretagne et les Etats-Unis, mais encore juste après la France.

Les pays africains sont conçus comme un important débouché pour les produits manufacturés chinois. Selon le document sur la politique africaine de la Chine, récemment publié, le gouvernement chinois part d'un principe gagnant-gagnant : « entretenir une amitié sincère, assurer les avantages mutuels sur un pied d'égalité, coopérer dans la solidarité et œuvrer à un développement partagé ». Dans le domaine commercial on observe toutefois un déséquilibre en faveur de la Chine, qui exporte principalement des produits finis (textiles, produits alimentaires, médicaments, moyens de communication, électroménagers) et importe des matières premières (pétrole, minerais, bois). Une telle situation aboutit inévitablement à des balances commerciales négatives pour les pays africains, ce qui entretient le cynisme de ceux qui y voient « la répétition d'une vieille histoire ». En plus, les sociétés africaines ont du mal à faire face à la concurrence chinoise, notamment dans le secteur du textile.

Le gouvernement chinois soutient activement les entreprises chinoises qui souhaitent investir et s'implanter en Afrique. Le document officiel déjà mentionné souligne que le gouvernement « continuera à accorder des prêts à taux préférentiels et des crédits acheteurs à l'exportation préférentiels et entend explorer, avec les pays africains, de nouveaux canaux et moyens pour promouvoir la coopération en matière d'investissement ». Les investissements chinois en Afrique sont passés de 660 millions de dollars en 2000 à plus de 900 millions de dollars en 2004 (sur un total de 15 milliards d'investissements directs étrangers en Afrique). En mai 2005, 674 sociétés chinoises étaient présentes sur le continent, actives dans l'exploitation des richesses naturelles ainsi que dans d'autres domaines comme les télécommunications, l'électrotechnique, les transports, le textile etc. Dans le secteur de télécommunications, c'est la société *Zhongxing Telecom* qui est en train de conquérir le grand marché africain. La compagnie *China Road and Bridge Corporation* joue un rôle considérable dans le secteur des transports. Aujourd'hui les Chinois surgissent partout en Afrique : ils prennent une part active dans la construction d'infrastructures au Rwanda, au Kenya, en Tanzanie, en Angola ; ils participent à l'exploitation forestière en Guinée-équatoriale et au Mozambique, exploitent des minerais en Afrique du Sud et au Gabon ; ils sont dans le textile au Bénin, dans les télécommunication à Djibouti, au Kenya, au Zimbabwe, dans le cuivre zambien, dans les hôtels botswanais ...

La coopération militaire sino-africaine

La coopération militaire traditionnelle date des années 60 et 70, l'époque où la Chine soutint des mouvements de libération africains. Mais depuis le milieu des années 90 la Chine a multiplié sa coopération militaire avec les pays africains. Comme la coopération dans d'autres domaines, la coopération militaire s'effectue sans états d'âme. Les Chinois ont continué à approvisionner en armes des pays déchirés par des guerres civiles et sous embargo de l'ONU. Pékin a par exemple vendu du matériel militaire à l'Angola, à la République Centrafricaine, au Zimbabwe, au Nigeria, au Congo Brazzaville, au Burkina Faso, au Tchad, au Libéria, au Sénégal et à la RDC à l'époque de Laurent Désiré Kabila, ainsi agissant contre la volonté des pays occidentaux. Néanmoins, le gouvernement affirme « continuer à soutenir l'action de l'ONU pour le maintien de la paix et d'y prendre part ». Actuellement environ 850 Chinois se trouvent en Afrique pour participer à des missions onusiennes.

La stratégie économique chinoise et la coopération militaire sino-africaine sont étroitement liées. Pékin entretient des relations diplomatiques et militaires avec ses partenaires commerciales et ses fournisseurs de pétrole. Les relations étroites entre la Chine et le Soudan sont exemplaires à cet égard ; Pékin a fourni d'importantes quantités d'armes au Khartoum dans les années 90, précisément dans la période où le GNPC a commencé à exploiter les gisements pétroliers de Muglad. En 2004, en pleine crise au

Darfour, la Chine s'est abstenue du vote sur la résolution 1564 du Conseil de Sécurité de l'ONU au sujet de l'embargo sur les armes à destination de Soudan, après avoir menacé d'utiliser son droit de veto.

L'affrontement diplomatique entre Taïwan et la Chine sur le continent africain

Enfin, le continent africain se présente comme un lieu d'affrontement diplomatique entre Pékin et Taïpeh. Les pressions chinoises en Afrique contre l'établissement de relations diplomatiques avec Taïwan et contre la réadmission de l'île aux Nations Unies ne sont pas sans succès. L'Afrique du Sud a rompu ses relations avec Taïpeh fin 1997 et d'autres pays africains ont suivi son exemple. Le Libéria a renvoyé l'ambassadeur taïwanais en 2003. Récemment, en octobre 2004, le Sénégal a cédé à la pression chinoise et a changé de camp afin de mettre ses ambitions diplomatiques « en accord avec la nouvelle donne géopolitique ». Aujourd'hui le nombre d'Etats africains soutenant le Taiwan n'est que de six (sur 53 Etats africains): Burkina Faso, Gambie, Malawi, Sao Tomé-et-Principé, Swaziland et Tchad – des pays d'une influence limitée et d'une moindre importance économique. D'ailleurs, le désaccord politique n'empêche pas la Chine de maintenir des relations commerciales avec les pays qui ont reconnu l'île de Taïwan. S'ils y voient un intérêt économique, les Chinois restent pragmatiques.

Conclusion

Au début de l'année 2006, la tournée africaine de Li Zhaoxing ainsi que la publication du document officiel du gouvernement chinois sur sa politique à l'égard de l'Afrique, soulignent l'intérêt accru des Chinois pour le continent noir. Il s'agit d'un intérêt géopolitique au sens large : la Chine n'est pas seulement à la recherche des ressources naturelles et des débouchés pour son commerce extérieur, mais cherche également à affaiblir le soutien pour l'île de Taïwan en Afrique.

Les Occidentaux s'inquiètent de l'activisme chinois sur le continent. Cette peur de perdre de l'influence en Afrique, surtout des anciennes puissances coloniales, est-elle fondée ? La montée en puissance de la Chine en Afrique est indéniable. En plus, le conflit d'intérêts est apparent ; les Chinois entrent en concurrence avec des firmes européennes et américaines dans de nombreux secteurs et ceci souvent avec succès. Tout en multipliant les discours de solidarité, d'amitié profonde et d'avantages mutuels, la Chine agit par ses intérêts bien compris. Les pratiques économiques de la Chine provoquent l'indignation des américains et des européens, eux-mêmes déjà régulièrement critiqués par des organisations non gouvernementales pour leurs politiques commerciales en Afrique. Mais sous le couvert de la « non-ingérence » et du « respect mutuel » la Chine ignore totalement les exigences des grandes organisations internationales en matière de transparence financière et de respect des droits de l'homme.

L'Europe et les Etats-Unis devraient continuer à dénoncer ces pratiques chinoises qui entrent en conflit avec de nombreux accords internationaux ; mais ils devraient d'abord et surtout s'interroger sur leurs propres intérêts géopolitiques et sur les raisons qu'ils ont de s'engager en Afrique. En effet, outre les intérêts économiques et énergétiques qu'ils ont à défendre, l'Europe et les Etats-Unis trouveraient un grand avantage à promouvoir la prospérité et la stabilité sur le continent noir. Or, l'Afrique connaît aujourd'hui son plus fort taux de croissance depuis trente ans (il devrait atteindre les 5,9 % en 2006 selon le FMI), en partie grâce à l'expansion économique chinoise. Les puissances traditionnellement présentes en Afrique feraient bien de prendre acte de ce nouveau fait économique, et d'en tirer des conséquences quant aux inflexions à apporter à leurs propres politiques.

Sources

M. AICARDI de SAINT-PAUL, « La Chine et l'Afrique entre engagement et intérêt », *Géopolitique africaine*, n°14, 2004.

C. DE LESTRANGE, C.-A. PAILLARD, P. ZELENKO, *Géopolitique du pétrole. Un nouveau marché, de nouveaux risques, des nouveaux mondes*, Editions Technip, 2005.

C. JIANG, « Le pétrole, nouvelle dimension des relations sino-africaines », *Géopolitique africaine*, n°14, 2004.

C. JIANG, « Pékin et Taïpeh : les enjeux africains », *Géopolitique africaine*, n°10, 2003.

F. LAFARGUE, « La Chine et l'Afrique : un mariage de raison », *Diplomatie*, sept-oct 2005.

M. JOANNIDIS, « Chine-Afrique : une coopération renouvelée », 29-10-2004, disponible en ligne sur le site de la RFI : <http://www.rfi.fr/fichiers/MFI/EconomieDeveloppement/1356.asp>

S. LEON-DUFOUR, « L'économie chinoise avide des matières premières africaines », *Le Figaro*, 12-01-2006.

J.-J. MEVEL, « La Chine tisse sa toile sur le continent noir », *Le Figaro*, 12-01-2006.

J.C. SERVANT, « La Chine à l'assaut du marché africain », *Le Monde diplomatique*, mai 2005.

J.-P. TUQUOI, « La Chine pousse ses pions en Afrique », *Le Monde*, 11-01-2006.

Document officiel du gouvernement chinois, « Politique de la Chine à l'égard de l'Afrique », publié le 12-01-2006, voir le site de l'Ambassade de la République Populaire de Chine en France : <http://www.amb-chine.fr/fra/jrzq/t230697.htm>. Le texte est intégralement disponible en ligne sur : <http://fr.chinabroadcast.cn/142/2006/01/12/103@88622.htm>